

Conditions de modification par les gestionnaires de réseau public de la puissance de raccordement électrique des utilisateurs

Date de la contribution : 24/05/2024

Périmètre du dispositif de modification de la puissance de raccordement

Question 1 : Etes-vous favorable aux hypothèses de la CRE concernant les catégories d'installation soumises au dispositif (installations raccordées en HTA et HTB) ?

Non. Nous pensons que le dispositif ne devrait pas inclure automatiquement toutes les installations HTA, car le stockage présente des besoins spécifiques en termes de puissance de raccordement qui peuvent fluctuer fortement en fonction des stratégies de valorisation. Notre puissance souscrite est inférieure à notre puissance de raccordement. Néanmoins, nous ne pourrions pas participer aux services avec une puissance de raccordement inférieure.

Niveau de la puissance de raccordement du client après modification par le gestionnaire de réseau

Question 2 : Etes-vous favorable à la formule proposée pour la modification de la puissance de raccordement ?

A l'exception de nos tests annuels de performance, la formule actuelle ramènerait notre puissance de raccordement adaptée à 110 % de notre puissance souscrite (le minimum des 3 termes ci-dessus)

Cette puissance ne nous permettrait pas de participer aux services systèmes et mettrait donc en péril notre valorisation

Nous ne sommes donc pas favorables à la formule proposée, qui ne satisferait pas nos contraintes en terme de certification.

Question 3 : Etes-vous favorable aux périodes de 2 et 5 ans définies pour déterminer les paramètres de la formule ?

Cette durée de 2 ans pour les acteurs raccordés au réseau de distribution consiste à laisser le temps aux acteurs de monter en charge à partir de leur mise en service. Néanmoins, cette période ne reflètera pas le comportement de nos installations sur la période suivante. En effet, nous ne maîtrisons pas l'appel de puissance lié à la participation aux réserves, nous ne pouvons donc pas garantir que la puissance maximale soutirée sur cette période soit suffisante.

D'autre part, nous atteignons notre puissance constructive (qui est égale à notre puissance de raccordement) lors de la mise en service de nos installations, lors des tests agrégateur.

Ces tests de performance ont lieu chaque année.

Question 4 : Etes-vous favorable à ce que la valeur de la puissance de raccordement, dès lors qu'elle a été modifiée, soit mise à jour annuellement et mise à disposition de l'utilisateur par le gestionnaire de réseau ?

Oui, sous réserve que les mises à jour annuelles tiennent compte des variations saisonnières et des pics de demande spécifique aux installations de stockage et à la participation aux services systèmes et de flexibilité.

Modalités de modification de la puissance de raccordement d'une nouvelle installation par les gestionnaires de réseaux

Question 5 : Etes-vous favorable à la durée à partir de laquelle la modification de la puissance de raccordement peut s'appliquer aux nouvelles installations (2 ans pour la distribution et 5 ans pour le transport) ?

Même réponse que pour la question 3

Question 6 : Etes-vous favorable à ce que cette modification de la puissance de raccordement des nouvelles installations soit réalisée de manière automatique et sans indemnisation ?

Non. Une modification automatique sans indemnisation ne tient pas compte des investissements initiaux et des plans d'expansion futurs des installations de stockage, et des services auxiliaires. Une approche plus flexible avec la possibilité de négociations individuelles serait préférable.

Modalités de modification de la puissance de raccordement d'une installation existante par les gestionnaires de réseaux

Question 7 : Etes-vous favorable à ce que la modification de la puissance de raccordement des installations existantes soit réalisée de manière automatique ?

Non. Les installations de stockage existantes ont été dimensionnées en fonction de stratégies spécifiques, ainsi que des exigences du RTE pour la participation aux services systèmes. Une modification automatique pourrait compromettre la valorisation de nos installations. Une approche basée sur des consultations et des analyses cas par cas serait plus adaptée.

Question 8 : Etes-vous favorable à ce que la modification de la puissance de raccordement des installations existantes soit réalisée sans indemnisation ?

Non. Une modification sans indemnisation ignorerait les coûts déjà engagés et les impacts potentiels sur la valorisation. Une indemnisation appropriée doit être prévue pour compenser les pertes engendrées.

Question 9 : Etes-vous favorable à ce qu'une indemnisation soit versée à l'utilisateur existant dont la puissance de raccordement a été modifiée et qui a besoin de tout ou partie de la puissance de raccordement récupérée ?

Oui, une indemnisation est nécessaire pour couvrir les coûts supplémentaires et les perturbations opérationnelles causées par la modification de la puissance de raccordement.

Question 10 : Etes-vous favorable à la limitation dans le temps du droit à une indemnisation pour un utilisateur faisant une demande d'augmentation de puissance ?

Non. La limitation temporelle pourrait ne pas être équitable pour les utilisateurs ayant des cycles d'expansion plus longs ou des projets nécessitant des augmentations de puissance à des moments spécifiques. D'autre part, nous sommes sur un marché très dynamique dont il est difficile de prévoir les futurs besoins en puissance.

Question 11 : Une durée comprise entre 2 ans et 5 ans pour que les utilisateurs puissent formuler une demande d'augmentation de puissance et bénéficier d'une indemnisation vous paraît-elle cohérente ?

Oui

Question 12 : Considérez-vous, dans le cas où une indemnisation serait versée à l'utilisateur, que cette dernière devrait, ou non, être dégressive en fonction de son ancienneté ?

Non. L'indemnisation ne devrait pas être dégressive car les besoins de puissance peuvent évoluer indépendamment de l'ancienneté de l'installation. Chaque cas devrait être évalué individuellement

Question 13 : En cas d'indemnisation selon l'option 2.1, êtes-vous favorable à la méthode de détermination des montants d'indemnité proposée par la CRE ?

NW Groupe

Non. La méthode doit prendre en compte les coûts spécifiques selon la technologie des installations et les modèles de valorisation. Une évaluation personnalisée serait plus juste.

Question 14 : Que pensez-vous des forfaits obtenus pour les réseaux de transport et de distribution ? Êtes-vous favorable à l'application du même forfait pour l'ensemble des GRD ?

Non. Les forfaits devraient être adaptés en fonction des modèles de valorisation, et ne pas dépendre uniquement de l'écart entre puissance raccordée et puissance adaptée.

Question 15 : Question 15 Etes-vous favorable la durée N moy de 25 ans considérée dans le cas où la date du raccordement de l'utilisateur n'est pas connue ?

Sans avis

Question 16 : Si une indemnisation est versée aux utilisateurs concernés, quelle méthode d'indemnisation vous paraît la plus adaptée (en fonction de la participation initiale du client ou des coûts des nouveaux travaux nécessaires) ?

L'indemnisation devrait être basée sur une combinaison des coûts initiaux engagés, des coûts liés à la perte d'opportunité, ainsi que des coûts des nouveaux travaux nécessaires, pour couvrir de manière juste les dépenses et perturbations causées.

Question 17 : En cas d'indemnisation selon l'option 2.2, êtes-vous favorable au pourcentage de 40 % du coût des travaux à la charge de l'utilisateur pour déterminer le montant de l'indemnisation ?

Sans avis

Question 18 : Avez-vous d'autres remarques sur l'encadrement du dispositif ?

Il est crucial que la CRE engage un dialogue spécifique avec les acteurs du stockage pour comprendre leurs besoins et adapter les modalités de modification de la puissance de raccordement en conséquence. Comme cité plus haut, nous estimons que nous ne sommes pas visés par cette révision de la puissance pour optimisation du raccordement car nous atteignons notre puissance constructive chaque année lors de nos tests de performance.